

rope occidentale une partie du pouvoir aux partis communistes la réaction aujourd'hui très affaiblie, a reculé pour mieux sauter. Dans les pays anglo-saxons, on observe un essai de raidissement dans l'attitude des P. C., mais, comme nous l'avons vu, ceux-ci sont voués à l'impuissance. Ils pourront, tout au plus, se lancer dans un aventurisme dangereux pour les masses et pas pour le capitalisme.

#### La crise future du stalinisme

La politique actuelle des P. C. vise à retarder la guerre et à défendre les intérêts de la bureaucratie soviétique par des méthodes qui s'interdisent d'aboutir à leur achèvement logique, la révolution prolétarienne. Par là même, elles signifient un perpétuel équilibre sur une lame de couteau, et ne peuvent

durer qu'un temps limité ; si elles écartent effectivement la révolution, elles amèneront inévitablement la victoire de la réaction.

Ces armes que constituent les P. C. et l'influence morale de l'U. R. S. S., la politique de celle-ci les use lentement mais inéluctablement. A ceux auxquels la puissance actuelle des partis communistes fait illusion, nous rappellerons la puissance de la social-démocratie allemande après l'autre guerre et la confiance en l'avenir qu'elle inspirait. Après avoir régné pendant une décennie, elle s'est effondrée devant l'hitlérisme à l'arrivée de la crise, et d'un effondrement sans précédent dans l'histoire. Qu'une crise brutale arrive dans quelques années et jette des centaines de milliers de chômeurs sur le pavé, les P. C. subiront le même sort.

#### CHAPITRE II

## L'EXPANSIONNISME SOVIÉTIQUE ET LES IMPÉRIALISMES

### I. - CAUSES DE L'EXPANSIONNISME SOVIÉTIQUE

Rappelons les nécessités dont découle cet expansionnisme :

#### a) Nécéssités stratégiques et diplomatiques

Elles sont les plus importantes. La bureaucratie doit assurer la défense militaire de l'U.R.S.S. Elle tâche, pour cela, d'établir derrière ses frontières un glacis stratégique destiné, d'une part, à s'assurer fermement certaines positions importantes et à desserrer le cercle des positions stratégiques que les U.S.A. établissent tout autour de l'Union soviétique, d'autre part, à retarder, en cas de guerre, l'arrivée des armées ennemies sur son propre sol. La profondeur que les armées ont à franchir est un élément militaire important, mais le souci que cette profondeur soit franchie en territoire non russe est symptomatique de la dégénérescence nationaliste de l'U.R.S.S. Des nécessités diplomatiques tout à fait analogues à ces nécessités stratégiques poussent l'U.R.S.S. à s'assurer — par des moyens diplomatiques et par l'intermédiaire des partis communistes — de l'influence dans les autres pays afin que ceux-ci ne puissent pas avoir de base d'attaque contre elle.

#### b) Nécéssités économiques

Nous avons vu qu'un développement harmonieux de l'économie russe est impossible, non pas tant à cause de l'insuffisance de ses ressources naturelles que pour deux raisons politiques d'ailleurs liées entre elles : d'une part, la *gestion de la bureaucratie* qui, par sa nature même, est incapable d'utiliser au mieux la main-d'œuvre et les ressources

naturelles du pays et s'approprie une part importante du revenu national, et, d'autre part, la pression des pays impérialistes ; c'est elle qui a provoqué la guerre, l'invasion, la destruction d'une partie de la main-d'œuvre et du potentiel industriel ; en temps de paix, elle impose à l'économie soviétique un rythme beaucoup trop rapide, en particulier une course aux armements qui provoque un déséquilibre chronique aux dépens du niveau de vie des travailleurs dont l'amélioration pourrait seule accroître le faible rendement qui est une des grandes tares de l'économie.

C'est la nécessité de renforcer au jour le jour cette économie déficiente qui pousse l'U.R.S.S. à pratiquer dans les pays occupés une politique de prestige, de démantèlement d'usines, peu favorable au développement de son influence dans ces pays.

Daniel Logan, dans l'article de « IV<sup>e</sup> Internationale » de février 1946 analyse ce renforcement de l'expansionnisme économique, le montre lié à une déficience chronique de l'économie et, sans le confondre avec l'impérialisme d'origine financière, il propose de l'appeler « impérialisme bureaucratique », le mot impérialisme étant employé volontairement pour indiquer que l'expansionnisme a des causes économiques.

Cette proposition mérite d'être discutée. Nous ne nous y rallions pas pour les raisons suivantes :

a) Les causes économiques de l'expansionnisme (gestion bureaucratique de l'économie, déficience économique chronique et bas niveau culturel dus à la bureaucratie) sont moins importantes que les causes diplomatiques et politiques. Alors qu'au contraire l'impérialisme financier des pays capitalistes a une base économique, qui dicte les attitudes politiques ;

b) La nature économique de l'expansionnisme soviétique (qui s'est traduite surtout par des pillages et démantèlements d'usines) n'a aucun rapport avec la nature économique de l'impérialisme capitaliste (qui se traduit au contraire par une mise en valeur des territoires conquis, une exportation des capitaux et des machines). D'ailleurs, la politique impérialiste est liée inévitablement au développement économique en régime capitaliste ; au contraire, l'économie planifiée soviétique peut, dans certaines circonstances favorables, se développer sans expansionnisme ;

c) Il est très important de lutter contre la confusion idéologique sous toutes ses formes. Ne serait-ce que pour bien marquer l'antagonisme entre l'U.R.S.S. et les pays capitalistes, le terme d'impérialisme doit être rejeté.

### II. - L'U.R.S.S. ET LES IMPÉRIALISMES DEPUIS LA FIN DE LA GUERRE

Nous avons vu que, malgré son caractère expansionniste, l'U.R.S.S. est, dans l'ensemble, sur la défensive, vis-à-vis de l'impérialisme américain. Cela domine leurs conceptions respectives de la « troisième guerre mondiale » et leurs rapports depuis la fin de la deuxième. Ceux-ci ont été bien décrits par E. Germain dans un article de l'*Avant-garde* belge repris par la *Vérité* (nous ne sommes d'ailleurs pas d'accord avec toutes ces appréciations). Pour la fin de la guerre, il distingue une première période dominée par la politique dite de Yalta. Celle-ci visait à la cohabitation pacifique de l'U.R.S.S. et des impérialistes. L'économie soviétique devait se rétablir avec l'aide économique des U.S.A. : corrélativement, la politique intérieure de l'U. R. S. S. se relâchait toujours plus : accentuation des privilèges, réconciliation avec les Russes blancs et surtout décentralisation, retard apporté à l'établissement d'un plan quinquennal.

Le monde fut courtoisement partagé à Yalta et Téhéran entre les « Trois Grands », en zones d'influences, c'est-à-dire de brigandage et de répression. Les Anglo-Saxons déclarèrent renoncer à « leurs intérêts » dans le glacis soviétique, l'U.R.S.S. ferma les yeux sur la farouche répression impérialiste en Grèce et en Extrême-Orient. Cette politique semble avoir été adoptée avec une relative sincérité par Staline ; elle est en conformité avec son désir d'éviter les révolutions, de continuer autant que faire se peut, à construire son soi-disant socialisme en un seul pays ; son cynisme même le préparait à être la dupe de l'« idéaliste » Roosevelt. C'est dans ces circonstances que le parti communiste américain (dirigé par Earl Browder) a prononcé son auto-dissolution et a développé une théorie extraordinaire de collaboration pacifique avec le grand capital américain. C'est aussi à cette époque que fut dissoute la III<sup>e</sup> Internationale.

La seconde période est la faillite de la politique de Yalta qui entraîne un

changement important dans toute la politique stalinienne. La politique de Yalta était impossible. Ce sautait aux yeux du point de vue théorique et les faits ne tardèrent pas à le confirmer. Germain décrit les démarches alliées en vue de grignoter le glacis et d'assurer un solide encerclement de l'U.R.S.S. L'influence soviétique diminuait en Europe occidentale au profit de l'influence plus ou moins directe des Etats-Unis. Les partis communistes virent leur influence diminuer dans plusieurs pays au profit des partis d'ordre et de religion : en Autriche, elle s'effondra. Il faut aussi ajouter que les Soviets, aussi bien que les Anglo-Saxons espéraient que la reconstruction russe s'opérerait avec l'aide de capitaux anglo-saxons, sur une grande échelle. Il s'est avéré que les conditions mises par les deux partenaires à cette coopération économique signifiaient une inconciliable contradiction. La faillite de la politique des crédits américains fut grandement à l'origine de la faillite de la politique de Yalta. Germain dit que cette perte d'influence a aussi eu lieu au profit des tendances révolutionnaires : nous soulignerons, au contraire, le fait que ces tendances, surtout dans leurs formes organisées, n'ont pratiquement pas progressé et que c'est au profit de la réaction que les partis communistes baissent. La faillite de la politique de Yalta força Staline à changer ses batteries pour faire succéder à une politique de compromission une politique d'intimidation. D'où, à l'intérieur, une meilleure centralisation, la remise en marche d'un plan quinquennal ; et à l'extérieur, une politique plus prononcée d'offensive (question de l'Iran, appropriation des usines de Mandchourie, etc.) et de chantage (attitude du P.C. allemand, tournant vers la gauche marqué par la reconstruction du P.C. américain et l'exclusion de Browder, etc.). L'expression de « renversement de la vapeur » nous semble trop forte car elle masque le fait que le caractère contre-révolutionnaire de la politique stalinienne l'empêche de renverser tout à fait la vapeur. Ni la politique de Yalta, ni la politique actuelle ne s'intègrent dans un plan général visant à l'instauration d'un vrai socialisme. Il s'agit toujours de vivre au jour le jour, de manœuvrer, de prendre ce que l'on peut, d'essayer de gêner le bloc anti-soviétique et avant tout de retarder la guerre que les U.S.A. pourraient déclarer à l'U.R.S.S., la prochaine guerre.

### III. - PRÉPARATION DE LA TROISIÈME GUERRE MONDIALE

Nous avons vu que ses causes profondes sont les contradictions du capitalisme, sa convoitise du marché russe, d'une part, et, d'autre part, l'impossibilité d'une longue coexistence pacifique d'une économie planifiée et d'une économie capitaliste anarchique.

Les essais de retarder cette guerre, essais qui proviennent surtout du côté russe, se confondent avec sa prépara-

tion, comme ce fut le cas pour toutes les guerres. Les deux antagonistes usant des moyens classiques : course aux armements, batailles diplomatiques et économiques pour s'assurer des positions stratégiques et de l'influence sur les autres pays.

Les armes ultra-modernes ne rendent pas inutile une telle préparation. La première expérience de Bikini ne doit pas nous rassurer sur le danger terrible que représente l'énergie atomique aux mains de l'impérialisme américain — qui cachera peut-être des armes encore plus terribles que l'actuelle bombe jusqu'au jour où il s'en servira. Mais tous les gouvernements savent, ainsi que nous l'avons montré dans un article de la *Vérité* que ces armes ne peuvent être employées « avec succès » que dans le cadre d'une grande guerre, qu'elles ne constituent jusque-là que des moyens de pression et de chantage ou, éventuellement, de répression de soulèvements isolés. Il ne faut toutefois pas perdre de vue que la croissance démesurée de la quantité des destructions provoquées par les moyens les plus anciens, la faim, comme les plus modernes, l'énergie atomique, entraîne certains changements qualitatifs dans presque tous les problèmes.

Le gouvernement soviétique sait bien que les U.S.A. ont absolument besoin d'une base d'attaque en Europe. C'est pourquoi il essaie de soustraire le continent à leur emprise. Il emploie différents moyens :

1° En Europe orientale, il utilise la puissance que lui donnent la proximité géographique et l'occupation militaire. D'où possibilité d'élever des fortifications, d'intégrer l'économie à l'économie soviétique et de la soustraire à l'impérialisme, d'éviter la formation de gouvernements réactionnaires antisoviétiques. Mais il y a un revers : l'occupation dresse les peuples de ces pays contre les Soviets et prépare les conditions psychologiques d'une intervention.

2° En Europe occidentale, en Amérique, les partis communistes tentent de créer un climat qui rende impossible toute guerre contre l'U.R.S.S. et d'exercer un chantage sur la bourgeoisie. Nous avons montré plus haut comment « cette ruse avec l'histoire » amènera inévitablement la chute des P. C.

3° Le gouvernement soviétique utilise les moyens diplomatiques classiques, en particulier l'O.N.U., digne successeur de la S.D.N., que Lénine qualifiait si bien d'assemblée de brigands. L'U.R.S.S. y joue le rôle le plus bureaucratique en y justifiant le droit de veto, les conférences secrètes à Trois ou Quatre, tandis que les U.S.A. et l'Angleterre peuvent s'y prétendre les défenseurs de la démocratie en mobilisant les gouvernements des petites puissances. Il s'avère déjà qu'au sein de l'O.N.U., l'U.R.S.S. a une position défensive des plus difficiles à tenir.

Il n'y a qu'un moyen efficace de défendre l'U.R.S.S. et de retarder la guerre, c'est de préparer la révolution : c'est le moyen que la bureaucratie n'emploie jamais.

#### IV

### NOTRE POINT DE VUE

Les méthodes stalinienne pour empêcher la guerre ne peuvent nous inspirer aucune confiance. Mais il y a une condition indispensable à la guerre, que ces méthodes ne peuvent que favoriser et que notre tâche est justement de combattre : c'est la démoralisation des classes travailleuses. Le gouvernement américain ne se permettra d'attaquer l'U.R.S.S. qu'au moment où il tiendra bien en main son propre prolétariat et où la classe ouvrière d'Europe sera vaincue, battue, démoralisée. L'histoire a montré que le capitalisme n'engage une guerre qu'en présence d'un prolétariat vaincu et surtout démoralisé ; en 1914, il s'était contenté d'un affaiblissement passager suffisant pour éviter une riposte révolutionnaire au début du massacre. Mais cette riposte est venue à la fin et, depuis, il est plus prudent. Il a attendu pour engager la deuxième guerre mondiale qu'il y ait eu plusieurs années de démoralisation et il a tout subordonné au maintien de cette démoralisation, même d'importantes considérations stratégiques, comme on a pu le voir en Espagne et surtout à la fin de la guerre lorsqu'il a volontairement retardé la victoire alliée. Cette politique est absolument fondamentale : l'un des principaux aspects de la préparation impérialiste de la troisième guerre mondiale est la politique qui vise à plonger au plus tôt le prolétariat dans un état de prostration. C'est la raison profonde pour laquelle la politique des partis communistes, loin d'écarter le danger de guerre, le rapproche fatalement.

Aujourd'hui, l'U.R.S.S. et les U.S.A. se disputent les bastions européens. Les Anglo-Saxons ont de plus en plus la mainmise sur l'Espagne, l'Italie, la Grèce et ils préparent l'instauration de gouvernements réactionnaires en France et en Belgique ; l'Allemagne est l'objet des luttes les plus vives. Les U.S.A. ont tiré la leçon de cette guerre : Hitler n'a pu mener la guerre contre l'U.R.S.S. qu'avec un régime fasciste d'une violence et d'une barbarie inouïes. Et encore, il a perdu cette guerre. La prochaine guerre contre l'U.R.S.S. nécessitera aussi, en Europe et en Amérique, des régimes réactionnaires très autoritaires ; nous n'en sommes encore qu'à la préparation des conditions favorables et loin de la guerre elle-même.

Il en résulte que la seule perspective de paix est celle-ci : entretien dans tous les pays d'un haut niveau moral du prolétariat par une politique ferme et clairvoyante de lutte des classes. Préparation, à l'aide de cette même politique, des conditions subjectives de révolutions victorieuses qui puissent instaurer des Etats-Unis socialistes du monde, seule organisation capable, en définitive, d'éviter la guerre, et en même temps de sauvegarder définitivement le caractère progressif de l'économie soviétique.